

Bras de fer autour de la hausse des impôts

ALORS combien ? « 10, 15 ou 20 % ? » propose un élu de droite. Bouche cousue dans le camp d'en face. Vedette du débat d'orientation budgétaire (DOB) qui s'est tenu hier au conseil général, l'ampleur exacte de la hausse de la part départementale des impôts locaux* reste officiellement inconnue. Les élus de gauche concèdent qu'elle pourrait atteindre 16 ou 17 %. « Mais c'est trop tôt pour en parler », assure un vice-président du département.

La majorité socialiste entend rester maître du calendrier avant d'annoncer une nouvelle synonyme de 20 à 30 € de plus à payer en novembre prochain pour quelques centaines de milliers de foyers essonniers. Le vote du budget, ce sera le 20 mars prochain. D'ici là, la gauche est partie « à la chasse aux 60 millions ». 60 millions d'euros : c'est, selon la majorité, ce que le conseil général doit déboursier à la place de l'Etat dans le cadre des nouvelles compétences que le gouvernement lui a rétribuée (paiement du RMI, entretien des routes nationales, etc.).

Les calculettes de l'opposition ont chauffé !

Manifestations, pétitions géantes, rendez-vous avec Dominique de Villepin, le président PS du département Michel Berson va multiplier les actions pour récupérer de l'Etat une partie du magot. Une mission (quasi)



EVRY, HIER. Le débat d'orientation budgétaire, qui s'est tenu au conseil général, a donné lieu à un affrontement entre majorité et opposition à grands coups de chiffres, de graphiques et de citations... (LP/G.P.)

impossible dont l'autre but est d'affirmer aux contribuables essonniers que la hausse annoncée des taxes départementales ne sera pas de la faute de son équipe. Un scénario qui donne des boutons à la droite. Hier, majorité et opposition se sont violemment opposées à grands coups de chiffres, de graphiques, de citations (d'Edgard Faure à... Cicéron !) et de comparaisons avec les départements voisins.

A l'UMP, les calculettes ont chauffé ces derniers jours pour tenter de prouver hier en séance que l'augmentation des impôts était da-

vantage due à la gestion du conseil général ces dernières années qu'à la décentralisation. « La dette du département a augmenté de 154 % passant en 1998 de 201 M€ à 433 M€ en 2005, rapporte François Durovray, conseiller général UMP. Et c'est bien connu : les dettes d'hier sont les impôts d'aujourd'hui. »

Guerre des nerfs, bataille de chiffres, Francis Chouat, le vice-président PS chargé des finances, égrene les domaines dans lesquels l'Etat a délégué ses responsabilités au département « mais sans les compensations nécessaires » : routes na-

tionales, handicap, RMI, employés de collège... « S'il n'y a pas de prise de conscience d'ici là, on pourrait ainsi être obligé de dépenser 125 M€ à la place de l'Etat à l'horizon 2008 », s'insurge l'élu qui martèle que la hausse des impôts « comblera uniquement la somme que ne nous a pas versée le gouvernement ».

La droite embraye avec un catalogue de dépenses — 4 M€ pour l'effestival de rock Effervessonne ou 1,4 M€ pour des travaux au sein du conseil général — censé prouver les dérives financières du département sur le thème « la cigale a dépensé sans compter au lieu de jouer à la fourmi ».

Commentaire de Thierry Mandon, premier vice-président PS du conseil général : « Mais si tout est lié à notre gestion, pourquoi tous les départements de France, de gauche comme de droite, sont confrontés aux mêmes difficultés que nous pour élaborer ce budget 2006 ? »

GRÉGORIE PLOUVIEZ

* Les impôts locaux sont fixés par trois collectivités : le conseil général, la région (qui devrait augmenter ses taxes d'au moins 20 %) et surtout la commune où l'on habite.

Les phrases chocs

LE DÉBAT d'orientation budgétaire examiné hier matin au conseil général et la future hausse des impôts ont été l'occasion de passes d'armes musclées entre la majorité de gauche et l'opposition.

■ **Francis Chouat, PS, Evry.** « Le gouvernement mène une politique de mauvais payeur envers les collectivités locales. » « Nous ferons tout pour que la hausse de la fiscalité soit la plus limitée possible. »

■ **François Durovray, UMP, Yerres.** « La décentralisation est un prétexte pour perpétrer un hold-up contre les Essonniers. »

■ **Gérald Héroult, PS, Montgeron.** « Les bonnes intentions du gouvernement ont été passées au Kar-

cher. La grande amaque de l'Etat consiste à faire des effets de manches et ensuite faire payer les autres... »

■ **Michel Bournat, UMP, Epinay-sur-Orge.** « L'Essonne figure au 85^e rang des départements les plus endettés de France. »

■ **Jean-Loup Englander, divers gauche, Saint-Michel-sur-Orge.** « Nous sommes passés d'une période de vaches grasses à une période de vaches maigres. »

■ **Christian Schoettl, divers droite, Janvry.** « Quand on flambe trop, il vaut mieux accuser le casino et dire : c'est la faute au destin, c'est la faute à Rafarin. »